

Emergence de la démocratie en Afrique

Partage international n° 44 - Avril 1992

par Connie Hargrave

« La conscience se développe maintenant chez les êtres humains dans le monde entier, si bien qu'ils n'accepteront plus d'être dominés par d'autres, alors que leur destin est d'être libres. Partout, les gouvernements devront écouter le peuple. » (Le collaborateur de Maitreya dans Partage International, Septembre 1988)

L'Afrique change profondément. Près des trois-quarts des 47 pays africains sub-sahariens offrent à présent une certaine forme de choix politique, là où des gouvernements autoritaires bien établis maintenaient jusque-là fermement leur emprise. Sur les 150 chefs d'Etats que connut l'Afrique entre 1957 et 1987, seuls six d'entre eux ont abandonné de plein gré le pouvoir. Mais, les experts politiques observent que la marche vers la démocratie s'accélère rapidement depuis 1989.

Comment, ces dernières années, tant de régimes sanguinaires ont-ils pu prendre fin si soudainement ? Pendant des dizaines d'années, les courageux opposants aux régimes d'oppression se firent emprisonner et torturer.

Et soudain, le vent a tourné et leurs efforts portent leurs fruits. Les observateurs attribuent le plus souvent ces changements à la libéralisation en Afrique du Sud, ainsi qu'à la fin de la Guerre Froide qui a laissé les dictateurs plus exposés et moins soutenus par l'Est ou par l'Ouest. Certains notent pourtant qu'un phénomène, discret mais cependant nettement perceptible, accompagne ces changements : la disparition de la peur.

Quelque chose de nouveau s'est produit en 1990 et 1991 : les barrières invisibles que constituent la peur du gouvernement, sont tombées. Comme en Europe de l'Est et en Chine, les gens du peuple en Afrique sont descendus dans la rue et ont fait face aux fusils. Et, d'une manière surprenante, les manifestations, qui jusque-là échouaient ou étaient réprimées par les autorités, ont soudainement commencé à remporter certains succès. Tout se passa comme si les individus avaient traversé une barrière de peur, et avaient

ainsi découvert que les autorités ne pourraient plus les stopper.

Au Kenya, la percée eut lieu le 16 novembre 1991 après que des opposants eurent organisé un grand rassemblement populaire en signe de protestation contre la dictature du président Arap Moi. Malgré l'interdiction gouvernementale habituelle d'organiser ce rassemblement, et bien que les organisateurs aient été traités « d'anarchistes » et arrêtés durant la nuit, le rassemblement eut lieu. Les Kenyans remplirent les rues. La police tenta de disperser les manifestants à coup de gourdins mais n'ouvrit pas le feu sur la foule comme elle l'avait fait lors du précédent rassemblement, en juillet 1990. A partir de ce moment-là, ce qu'on appela « le miracle de la régression de la peur » commença à se répandre.

Le 18 novembre 1991, des milliers de Kenyans manifestèrent ouvertement lors de la comparution en justice des organisateurs du rassemblement. Depuis cette semaine-là, les gens ont cessé de se méfier en permanence des indicateurs de la police. Les Kenyans ont commencé à critiquer ouvertement le gouvernement. A la fin du mois, le président Moi céda à la pression intérieure et internationale et accepta l'établissement du multipartisme au Kenya.

En 1990 au Togo, le peuple descendit dans la rue pour réclamer ses droits démocratiques, manifestant devant le palais de justice alors que des opposants politiques étaient en train d'y être jugés et condamnés. Ce jour-là, ils violèrent un tabou en protestant contre le gouvernement, et d'autres grèves et manifestations s'en suivirent. Certains y trouvèrent la mort, mais cela ne fit pas reculer les autres qui finalement forcèrent le régime dictatorial du général Eyadema à opter pour un système à partis multiples et à prévoir une charte démocratique. La situation au Togo reste incertaine, mais des élections sont prévues pour cette année.

Certains dirigeants africains se sont récemment retirés de leur plein gré, comme Mathieu Kerekou, le dictateur du Bénin qui, les larmes aux yeux, s'avoua vaincu en 1990 et dut s'incliner devant un coup d'état civil après que des grèves aient provoqué une conférence nationale le laissant littéralement sans pouvoir.

En Zambie, l'ancien Président Kenneth Kaunda se retira après sa défaite aux élections multipartites de

novembre 1991. M. Kaunda monopolisait le pouvoir depuis 1972, mais la coalition de l'opposition remporta la victoire. En raison de l'influence de Kaunda, les élections en Zambie marquèrent un tournant décisif pour l'Afrique.

Alors que la démocratie refaçonne rapidement le continent africain, il n'est pas du tout certain qu'une démocratie multipartite de style occidental constitue la solution pour le futur. Les Africains ont en partie associé leurs problèmes économiques au manque de liberté démocratique, et ils vont maintenant demander à leurs nouveaux gouvernements de résoudre la situation quasi-impossible dont ils ont hérité. Croulant sous les dettes, dépendant de produits aux prix instables et otages de pratique bancaires multilatérales désavantageuses, environ 55 pour cent de la population vit actuellement en état de « pauvreté absolue », telle que la définit l'ONU.

Beaucoup estiment que l'Afrique se doit de développer ses propres modèles politiques, car un modèle démocratique doit être enraciné dans la société qu'il représente. Alors que certains redoutent que la démocratie conduise aux luttes tribales et à l'instabilité, d'autres affirment qu'il existe en Afrique une tradition du gouvernement par consensus, et que ce n'est que sous la domination coloniale que de nombreux chefs devinrent autoritaires et renièrent leurs conseils de tribus, qui les obligeaient à écouter les points de vues divergents.

Les observateurs africains mentionnent la Tanzanie et le Mozambique comme exemples de pays imprimant le mouvement vers la démocratie. Anciennes nations socialistes, ces pays ont développé des institutions associatives au niveau local, telles que des coopératives ou des syndicats, et ont encouragé des débats publics sur les problèmes sociaux et politiques.

La Tanzanie, malgré son système à parti unique, a créé un cadre pour un débat démocratique et tient des élections à l'intérieur du parti, lors desquelles la

moitié du cabinet se voit régulièrement battue. Les chefs révolutionnaires du Mozambique ont passé cinq ans à assurer une formation politique à la plupart des citoyens, laissés à l'écart de la vie politique sous la domination coloniale portugaise. La guerre civile dans ce pays a entravé la création d'une démocratie plus large, mais ce conflit est maintenant presque terminé.

Les nouveaux dirigeants africains donnent l'impression d'être plus modérés, conscients de la tâche qui les attend. « Ne nous laissons pas aller à la vanité. Mettons-nous au travail », recommande le nouveau dirigeant du Zaïre, Frédéric Chiluba. Le nouveau président de la Zambie affirme : « Nous aurons une nouvelle approche, une meilleure vision que par le passé. Tant que cet espoir existe, les gens coopéreront. »

Nul doute qu'avec le temps, les Africains trouveront la manière de créer une justice économique en accord avec leurs nouveaux droits politiques. Lorsque le peuple sur tout le continent africain, et en fait dans le monde entier, abandonne brusquement sa peur face aux menaces et aux fusils gouvernementaux, il devient une force à prendre en considération.

Afrique **Auteur** : Connie Hargrave, est correspondante de Share International de Nanainoen Colombie britannique (Canada) elle travaille dans la recherche sociale et dirige une organisation sans but lucratif.

Thématiques : [politique](#)

Rubrique : [La voix des peuples](#) (Cette rubrique est consacrée à une force en plein développement dans le monde. La voix du peuple ne cessera de s'amplifier jusqu'à ce que, guidés par la sagesse de Maitreya, les peuples conduisent leurs gouvernements à créer une société juste dans laquelle seront respectés les droits et les besoins de tous.)